



## Travailleurs et travailleuses de tous les pays : solidarité Palestine !

Après avoir détruit le nord de Gaza, l'armée d'Israël s'apprête à lancer une offensive au sud, à Rafah, où se sont réfugiés les Palestiniens. Au moins 35 000 sont morts. Le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu poursuit 76 ans de colonisation et d'apartheid avec le soutien des grandes puissances, dont la France. Pas en notre nom !

### Le premier génocide du XXI<sup>e</sup> siècle, sponsorisé par la France et les USA

En façade, les appels de l'ONU à un cessez-le-feu. En coulisses, un pont aérien depuis les États-Unis pour alimenter l'armée israélienne. Le soutien de Biden à Netanyahu est total. Ses postures récentes, comme la menace de rétention d'un colis d'aide militaire parmi des centaines, ne font que souligner combien les massacres de l'État d'Israël seraient impossibles sans la logistique américaine.

Les États-Unis maintiennent la domination de leurs groupes capitalistes sur le Moyen-Orient en s'appuyant sur des États qui jouent le rôle de gendarmes : Israël, mais aussi la monarchie d'Arabie saoudite ou l'Égypte du maréchal al-Sissi qui participe au blocus de Gaza et réprime les manifestations populaires de solidarité avec la Palestine.

La France de Macron apporte son soutien militaire. Des groupes capitalistes comme Carrefour ou Thalès profitent de la colonisation et de l'apartheid. Le gouvernement s'emploie à discréditer toute expression de solidarité avec la Palestine, en les salissant de l'accusation d'antisémitisme ou d'apologie du terrorisme. Calomnies ! Ce qui est antisémite, c'est d'assimiler les Juifs à la politique coloniale de l'État d'Israël qui terrorise tout un peuple, sous couvert de guerre à l'organisation réactionnaire qu'est le Hamas.

### Solidarité Palestine !

C'est pour dénoncer cette chape de plomb que les étudiants de dizaines d'universités en France occupent les campus. Ils subissent les assauts des flics et font face à une campagne de calomnies orchestrée par Attal et son clone d'extrême droite Bardella. Une preuve de plus, après les attaques contre les chômeurs et les migrants, que ce gouvernement et le RN défendent la même politique de division raciste au service du

patronat. Les étudiants ont raison ! Disons-le haut et fort sur nos lieux de travail. **Rejoignons-les en manifestant samedi 18 mai à l'appel de nombreuses organisations politiques et syndicales : État d'Israël assassin, Macron complice !** Pour arrêter le massacre à Gaza il faudra que les peuples s'en mêlent, non seulement en exigeant le cessez-le-feu immédiat, mais aussi la fin de l'apartheid et de la colonisation. Notre mobilisation ici peut stopper les envois d'armes à l'État d'Israël.

### Briser l'omerta pour préparer la riposte

La lutte pour la paix et la justice en Palestine fait partie de la défense des intérêts des travailleurs. Le gouvernement ne s'y trompe pas : il convoque des dirigeants de gauche, poursuit en justice des militants, notamment du NPA-Révolutionnaires, et condamne des syndicalistes, comme Jean-Paul Delescaut de la CGT, qui a écopé d'un an avec sursis.

Macron réprime toute opposition qui vient du camp des travailleurs. Il voudrait faire taire tous ceux qui dénoncent, non seulement sa complicité avec Netanyahu, mais toute sa politique de casse sociale et de division raciste, si proche de celle de l'extrême droite. Il prépare le terrain pour une nouvelle offensive patronale avec un projet de « loi travail » et une vague de licenciements en cours.

Ce n'est pas une fatalité : nos luttes peuvent inverser le rapport de force. Pour permettre d'exprimer la rage des classes populaires, mais aussi l'espoir d'en finir avec cette société devenue irrespirable, le NPA-Révolutionnaires se présente aux Européennes. **Voter pour notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! », c'est dire l'urgence d'une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse, et affirmer la nécessité de renverser le système capitaliste qui mène l'humanité à sa perte.**



## **Qui ne de Meo consent ?**

Lors d'un « Open Forum » destiné aux salariés d'Ampère le 30 avril, Luca de Meo a affirmé calmement qu'il n'avait « obligé personne à rentrer dans Ampère »... Comme si les salariés qui ont été basculés dans la nouvelle entité avaient donné leur consentement. Effectivement, le transfert des contrats de travail vers Ampère a été automatique le 1<sup>er</sup> novembre 2023, on avait choix de se faire transférer... ou de se faire licencier.

Pour de Meo, « qui ne dit mot consent », alors pour qu'il comprenne, il va falloir hausser le ton pour faire entendre nos revendications.

## **Humour patronal**

Dans cette même réunion, de Meo a menacé les salariés en expliquant que chacun devrait faire ses preuves pour conserver sa place. Et il a cru malin de se prendre lui-même comme exemple, en ironisant sur le fait que s'il ne donnait pas satisfaction aux actionnaires, il serait « raccompagné à la frontière » comme un immigré qu'on expulse.

Se comparer aux migrants qui risquent leur vie pour fuir la misère et la guerre quand on touche 9 millions d'euros par an, il fallait l'oser. Mais quand on méprise autant les immigrés que les salariés, pourquoi pas...

## **Campus fantôme**

Depuis janvier 2023 la direction nous baratine avec son projet d'implantation d'un « Campus EV » sur le site. On n'a jamais très bien compris ce que devait être cette chose, et ça fait presque un an et demi qu'on l'attend. Mais apparemment rien ne se passe.

Ce n'est pas faute d'avoir sorti les grands moyens de communication en appelant en renfort un sous-préfet et des syndicats à sa botte pour calmer le jeu face aux salariés mécontents... juste avant les élections professionnelles. En tout cas, ce n'est pas sur ce campus qu'on va se former pour travailler sur l'électrique.

## **En grève contre les licenciements**

Les ouvriers de l'usine MA-France, d'Aulnay-sous-Bois (93), manifestent lundi 13 mai devant le tribunal de Bobigny pour contester la « liquidation judiciaire » de l'entreprise qui permettrait à celle-ci de mettre les clés sous la porte et licencier les quelque 400 salariés (280 en CDI et 140 intérimaires) sans déboursier un sou.

En faillite ? MA-France est en réalité essentiellement un sous-traitant du groupe automobile Stellantis. Son véritable maître et donneur d'ordre, qui décide des ouvertures ou fermetures des ateliers qui lui fournissent les pièces détachées. Stellantis, fusion de PSA avec Fiat-Chrysler, croule sous les profits.

Son patron, Carlos Tavares s'octroie un salaire annuel de 36,5 millions d'euros, 100 000 euros par jour, dimanche et fêtes inclus, à lui tout seul le salaire de près de 2 000 salariés !

Quant au ministre de l'Économie, qui vante les mérites de l'industrie automobile et le succès de ses restructurations, c'est sous ses fenêtres, à Bercy, que les ouvriers de MA-France, en grève depuis le 16 avril iront aussi manifester jeudi 16 mai.

Tout notre soutien à eux.

## **Les nazillons et leurs amis**

Samedi dernier, le Collectif du 9 mai, un rassemblement de groupes néofascistes, a défilé dans les rues de Paris. Ceux qui osaient s'indigner sur leur chemin étaient écartés violemment. Tout ça avec l'aval du tribunal administratif de Paris et sous l'œil amical des policiers qui accompagnaient la manifestation.

D'un côté, liberté pour les petits fachos, de l'autre, répression contre les soutiens des Palestiniens : au moins on sait dans quel camp se trouve l'État !

## **Choléra à Mayotte : un désastre sanitaire évitable**

L'épidémie de choléra s'étend à Mayotte, une fillette de 3 ans est décédée et 65 cas sont recensés dans le quartier pauvre de Kirson. La ministre de la Santé s'est déplacée et dit que la situation est « sous contrôle » car des vaccinations sont en cours dans le foyer de l'épidémie, mais c'est toute la situation sanitaire de l'île qui est catastrophique et cette maladie soignable risque de s'étendre et de tuer encore.

Le désert médical est dénoncé par des médecins depuis des années, il n'y a qu'un seul hôpital et cinq urgentistes pour plus de 310 000 habitants estimés. À cela s'ajoute l'accès défaillant à l'eau potable dont le groupe Vinci est largement responsable.

## **Macron, l'ami des dictateurs**

Après l'émir du Qatar en début d'année, c'est le président-dictateur chinois qui a été reçu le week-end dernier en grande pompe par l'Élysée.

Que vaut le sort des Ouïghours, des Tibétains et plus généralement de tous les opposants à la dictature de l'État chinois devant la possibilité de contrats économiques juteux pour les grandes entreprises françaises ?

## **Argentine : Deuxième acte face à Milei**

En janvier, quelques semaines à peine après l'investiture de Javier Milei, nouveau président ultra-libéral d'Argentine, une grève de 24 heures avait ébranlé le pays.

Jeudi 9 mai, une nouvelle journée de grève interprofessionnelle était appelée par les syndicats, contre la pauvreté qui explose dans le pays et contre les attaques passées et à venir du gouvernement d'extrême droite. Transports, écoles, banques... de nombreux secteurs ont été à l'arrêt durant cette journée, plus réussie encore que celle de janvier.

Contre l'extrême-droite et contre les patrons, c'est bien la grève qui est notre meilleure arme.